



## AGROALIMENTAIRE

# Les animaux élevés en Suisse bénéficient de conditions exemplaires

Elise Frioud

**La Suisse est en avance concernant le bien-être animal et la protection des animaux, révèle une étude d'Agriidea. Des améliorations sont encore possibles.**

Dans deux jours, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative populaire des Verts pour des aliments équitables, qui exige les mêmes standards pour les aliments importés que pour ceux produits en Suisse. «Nous voulons tous le bien-être des animaux. Malgré cela, des œufs et de la viande issus d'élevages industriels et intensifs atterrissent dans les rayons de nos supermarchés», indique le site internet relatif à l'initiative. Justement, en termes de bien-être animal et de protection des animaux, où se situe la Suisse par rapport aux principaux pays desquels elle importe de la viande?

## Réglementation stricte

La Suisse n'a pas à rougir de sa production animale. Elle occupe même une place de leader en matière de protection et de bien-être des animaux, conclut une nouvelle étude comparative, présentée le 14 septembre lors de la conférence «L'agriculture et la filière alimentaire suisses bâtissent leur avenir sur le bien-être animal». L'étude, réalisée par Agri-



La Suisse occupe une place de leader en matière de protection et de bien-être des animaux.

V. GREMAUD

idea pour le compte de l'Association Stratégie Qualité, a servi de point de départ à la conférence. Elle a montré que la Suisse est exemplaire en ce qui concerne les conditions d'élevage des animaux mais aussi en ce qui concerne le transport, le contrôle ou encore la formation des personnes intervenant auprès des animaux d'élevage. La réglementation très stricte en Suisse ainsi que les programmes fédéraux en faveur

du bien-être animal (sorties régulières en plein air, SRPA et systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux, SST) contribuent à l'avance de la Suisse et à la crédibilité des produits qu'elle met sur le marché. Un exemple: en Suisse, 25% des fermes sont soumises chaque année au contrôle de base officiel et des vérifications supplémentaires et inopinées sont effectuées. En Allemagne, dans certaines

régions, la législation exige un contrôle tous les 48 ans... A noter que la journée s'est focalisée essentiellement sur la production de viande bovine, mais que dans le cadre de l'étude, toutes les branches de production animale ont été étudiées.

## Des améliorations encore possibles

Différents points de vue ont également été exprimés au cours de la journée. Ils ont per-

mis de mettre en avant que la filière suisse ne doit pas se reposer sur ses lauriers. Les pays voisins, notamment l'Allemagne et l'Autriche sont en train de rattraper leur retard. Des potentiels d'amélioration ont aussi pu être mis en évidence. Les nouvelles connaissances scientifiques et le smart farming permettent des progrès et l'utilisation des antibiotiques pourrait encore être optimisée.

«Il est par ailleurs important que les agriculteurs reçoivent une rémunération pour ces efforts», a relevé Olivier Girardin. Une vision commune du bien-être animal et une meilleure communication entre les différents acteurs permettront sans doute aux consommateurs de mieux entendre le message et de valoriser la production suisse, basée sur les herbages, dans le cadre d'exploitations familiales.

## Des pistes à suivre

En marge de la journée, l'association Stratégie qualité a tenu son assemblée, présidée par Olivier Girardin, directeur de la Fondation rurale interjurassienne (FRI). L'association fondée en 2016 boucle sur un résultat positif de 13 000 francs. L'année 2018 a permis de consolider les activités et de mener l'étude sur le bien-être animal. En 2019, l'association mettra en place un groupe pour suivre les nouvelles techniques de sélection végétale. Le bien-être animal restera un thème important. Les pistes élaborées lors de la journée du 14 septembre seront approfondies afin d'assurer un suivi sur cette thématique.

EF

## Une comparaison des législations entre pays

L'étude réalisée par Agriidea s'est intéressée à dix espèces animales: bœuf, veau, porc, volaille, poulet, agneau, cabri, lapin, cheval, gibier. A part pour les deux premières, les importations représentent plus de 40% de la consommation suisse (toutes espèces confondues: 20%). La proportion passe même à 70% pour le gibier et 90% pour la viande de cheval. D'où l'intérêt de savoir comment se situent les pays de provenance en matière de protection animale et de bien-être des animaux.

## Des normes strictes et détaillées

L'étude s'est basée sur une comparaison des législations dans les différents pays. Les conditions d'élevage (présence de directives, affouragement, climat d'étable, densité d'animaux) mais aussi les conditions d'abattage, le recours aux hormones et stimulateurs de croissance ont été étudiés. «Nous avons par exemple pu mettre en évidence que nous ne disposons d'aucune information sur l'importation, en Suisse, de viande aux hormones», a expliqué Marc Boessinger.



Dans son étude, Marc Boessinger a comparé la législation suisse et celles des principaux pays desquels la viande est importée.

E. FRILOUD

Quelles que soient les espèces, la Suisse fait presque toujours mieux que les autres pays en ce qui concerne la détention, constate Marc Boessinger. Les densités maximales sont moindres, les conditions de détention plus appropriées, la durée des transports réduite. Les normes sont généralement plus strictes et plus détaillées que dans les autres pays. Dans certains, il n'existe tout bonnement pas de directives détaillées pour la détention des différentes espèces.

**Quelles que soient les espèces, la Suisse fait presque toujours mieux que les autres pays, constate Marc Boessinger**

La participation aux programmes fédéraux en faveur du bien-être (SRPA et SST) per-

met à la Suisse de se démarquer encore plus, même si elle peut toujours être améliorée. Ainsi, si 91% des bovins à viande sont inscrits au programme SRPA, seuls 7% des poulets de chair et 5% des truies allaitantes en bénéficient. Si la volaille bénéficie très majoritairement du programme SST, les chevaux ne sont que 18%.

De nombreux éleveurs participent par ailleurs à des programmes de labels. Marc Boessinger a encore relevé que des besoins en matière de recherche subsistent pour pouvoir évaluer le bien-être animal de manière plus concrète.

Dans quelques domaines, la Suisse est moins bien évaluée que les pays d'importation. Il s'agit notamment du climat d'étable et des conditions d'éclairage dans les étables. L'auteur relève toutefois la difficulté à réaliser une comparaison objective et à quantifier l'impact de ces aspects sur le bien-être animal. Pour lui, il n'est donc pas nécessaire de renforcer la législation à ce niveau. En revanche, il pourrait s'avérer positif de prendre quelques mesures d'amélioration dans les exploitations. EF

## Les consommateurs prêts à payer

Sara Stalder, directrice de la Fondation pour la protection des consommateurs, s'est exprimée sur l'avenir de la consommation de viande. La spécialiste a indiqué que la consommation était retombée à moins de 50 kg par habitant, soit le niveau de consommation de la fin des années 1960. En revanche, on consomme beaucoup plus de volaille que par le passé. Les producteurs doivent constamment s'adapter à des conditions changeantes.

Lorsque les consommateurs se décident au magasin, ils prennent en compte le prix. Celui-ci doit être correct. La différence de prix dans un groupe de produits doit être explicable, c'est-à-dire que la valeur ajoutée doit être visible. Toutefois, le mode de production des produits d'origine animale joue un rôle. A noter qu'au cours de la journée, plusieurs intervenants ont relevé que la multiplication des labels est un facteur de confusion lors de l'achat.

Les consommateurs sont en général prêts à choisir de la viande suisse. «Ils souhaitent une production proche de la nature, conforme aux besoins de l'espèce et écologique, sans pour autant laisser de côté les



Sara Stalder s'est exprimée lors de la conférence.

E. FRILOUD

aspects qualitatifs comme le goût», ajoute Sara Stalder. Et de préciser: «Un tiers d'entre eux se disent prêts à payer davantage pour ces critères. Un autre tiers serait disposé à le faire en fonction du supplément que cela représenterait et le dernier tiers n'est pas prêt à le faire».

Une évolution marquante est également à relever dans la restauration hors domicile qui représente aujourd'hui 40% de la consommation de viande. Or la restauration est justement un secteur où il est plus difficile de pouvoir choisir l'origine de la viande.

EF